



Conseil, Recherche et Formation
en
Prévention et Transformation de Conflit

Périodique N ° 07 / ArtHum / 2005

**ENJEUX ECONOMIQUES, MENACES MILITAIRES
ET PROCESSUS ELECTORAL EN RDC**

Par
Dieudonné Amisi Mutambala

- 20 septembre 2005 -

TABLE DES MATIERES

TITRE.....	PAGE
PRELUDE : Grands-Lacs Confidentiel, La Zone d’Uvira infiltrée par les ennemies du Congo	3
1. INTRODUCTION.....	4
2. SIGNES D’AUTRES MENACES MILITAIRES EN RDC	5
2.1. Insuffisance de dialogue pour améliorer la gestion de l’Etat et la situation	5
2.2. Déclaration de guerre du Général Laurent Nkunda (conclusion)	5
2.3. Incapacité de Kinshasa à restaurer la paix en Ituri	6
2.4. Problèmes en rapport avec l’identification et l’enrôlement des électeurs.....	6
2.5. Difficulté d’intégration des militaires rwandophones dans l’armée réunifiée.....	6
3. REGARD SUR LES QUALITES ETHIQUES ET PROFESSIONNELLES REQUISES POUR UNE BONNE ARMEE	7
3.1. Discipline militaire	7
3.2. Organisation des forces	7
3.3. Coordination des opérations	8
3.4. Unité de commandement	8
4. REGARD SUR LES CONDITIONS DE REUSSITE POUR TOUT MOUVEMENT INSURRECTIONNEL	8
4.1. Le mouvement doit défendre une cause juste	8
4.2. La dynamique doit prouver une adhésion populaire aux revendications formulées	9
4.3. L’initiative doit avoir des partenaires et être soutenue de l’extérieur	9
5. MOBILISATION POUR LE PROCESSUS D’ENROLEMENT DES ELECTEURS.....	9
5.1. Enrôlement des électeurs dans la ville de Kinshasa	9
5.2. Engouement de la population dans les provinces	10

5.3. Mobilisation des Congolais vivant à l'étranger	10
6. CONCLUSION.....	11
7. ILLUSTRATIONS EN GUISE DE CONSEIL	12
7.1. Questions en rapport avec les qualités éthiques et professionnelles à évaluer	12
7.2. Questions ultimes	12
7.3. Tableau de participation de la base partant de la Position de Victime (PV) à celle d'Acteur (PA)	13
7.4. Tableau de Référence pour la Probabilité de Réussite d'une Insurrection en gestation (RPRI)	12
BIBLIOGRAPHIE	20

Les points de vue et considérations extraits d'autres publications, et repris dans ce périodique, sont ceux de leurs auteurs et ne doivent pas être attribués à ArtHum, à ses membres, aux structures qui lui sont affiliées ou à toute autre personne agissant au nom de l'association.

© Artistes pour l'Humanité (ArtHum) 2005

PRELUDE

EXTRAITS DE :

GRANDS-LACS CONFIDENTIEL

Fondé le 13 janvier, 1999

Année 2005, Numéro 8

Edition du 12 septembre 2005

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour diffusion immédiate

Niveau d'Alerte : ROUGE

LA ZONE D'UVIRA INFILTRÉE PAR LES ENNEMIS DU CONGO ¹

Rugombo (Cibitoke, République du Burundi) – Grands-Lacs Confidentiel (GLAC) tient ici à avertir la Communauté congolaise à travers le monde, le Gouvernement de la République démocratique du Congo, l'Union Africaine, l'Organisation des Nations Unies et toutes les organisations non gouvernementales amies de la République Démocratique du Congo, que des infiltrations de mercenaires et de Tutsis en provenance du Rwanda et de l'Ouganda ont actuellement lieu dans l'Est du Congo, à partir du Burundi, plus précisément dans la Plaine de la Ruzizi.

L'objectif est de relancer une guerre imminente qui partira d'Uvira, Sud-Kivu, embrasera tout le pays, et perturbera les efforts de paix et de démocratie en République Démocratique du Congo.

De sources SURES, VÉRIFIÉES et AUTHENTIFIÉES, Grands-Lacs Confidentiel certifie ici que ces préparatifs des ennemis du Congo ont lieu continuellement et se passent nuitamment sur la rivière Ruzizi par des infiltrations de militaires Rwandais et ougandais...

Le plan de cette guerre consiste à attaquer la zone d'Uvira, Mwenga, jusqu'à Kalemie en passant par Fizi pour reprendre tout l'Est du Congo qui est en fait la zone utile pour les multinationales occidentales et facilement accessible à partir de leurs instruments, le Rwanda et l'Ouganda...

Face à cette situation, les sources de Grands-Lacs Confidentiel précisent que les Mai-Mai sont en alerte maximale du côté congolais. Une chose est certaine, si la masse ne s'organise pas pour restructurer patriotiquement les Mai-Mai et sauver leurs dirigeants nationalistes, on peut même se demander si cette mise en alerte des Mai-Mai ne vient pas trop tard, étant donné que certains des leurs chefs sont déjà accusés de collaborer avec l'ennemi contre la survie de la RDC.

Il serait naïf de croire que tous ces signes ne veulent rien dire et sont trompeurs. Si ces séries d'infiltrations continuent, sous la passivité et l'inaction prolongée du gouvernement de Kinshasa, rien ne pourra arrêter le début de la troisième guerre en RDC...

¹ http://www.africatime.com/rdc/nouvelle.asp?no_nouvelle=212014&no_categorie=

ENJEUX ECONOMIQUES, MENACES MILITAIRES ET PROCESSUS ELECTORAL EN RDC

1. INTRODUCTION

Le parcours vers un système politique démocratique au Congo-Kinshasa a été de longue allée. Entamé il y a 45 ans et quelques mois, à compter dès l'accession du pays à la souveraineté nationale (l'indépendance) le 30 juin 1960. Elle a connu beaucoup d'embûches dont la responsabilité primaire est d'emblée endossée aux acteurs locaux, même si l'opinion sait pertinemment bien que rien d'important ne peut se faire dans la sphère politique locale sans l'injonction des lobbies extérieurs, qui ne peuvent naturellement agir qu'en fonction des intérêts stratégiques de leurs gouvernements respectifs. Autrement-dit, ces gouvernements couvrent, officiellement comme dans les coulisses, des intérêts économiques des particuliers, multinationaux et états. De ce point de vue économique, des analyses récentes sur l'investissement étranger en Afrique, dans le cadre du Programme d'Ajustement Structurel, viennent d'établir deux nouveaux indicateurs en vue d'une redéfinition élargie du vocable « richesse » : la situation environnementale et les ressources humaines.

Les ressources naturelles, et particulièrement les minerais, sont les motivations primaires d'une bousculade des multinationaux en RDC, dont ceux privilégiant le regain des tensions et préférant exploiter le pays en position de « pêcheurs en eau trouble », en partenariat avec des nationaux qui s'emploieraient tout simplement à faciliter une exploitation irrégulière ou le pillage. Certains Congolais préoccupés sont septiques concernant « la bonne foi » de ces exploitants pour contribuer à soutenir la croissance économique. Par ailleurs, il n'y a pas jusque là d'évidence qu'il existe un suivi adéquat sur la régulation de paiement des taxes, pouvant aider à accroître les recettes fiscales, et leur gestion. Ces recettes restent médiocres et elles sont parfois sans trace. Qu'est-ce que de nouvelles insurrections apporterait comme changement, si ce n'est qu'empirer la situation ?

Sans nous attarder sur la destruction méchante de la flore et la faune vécue pendant la période de guerre, la gestion moins conséquente de l'environnement observée actuellement et les dégâts qu'on attendrait de futures exploitations des ressources naturelles, une opinion congolaise non négligeable n'est pas rassurée que les « investisseurs » étrangers en bousculade vont faire usage du potentiel humain en présence à bon escient et avec équité. Rappelons que les ressources humaines constituent l'autre nouvel indicateur de la redéfinition de la richesse. On ne sait non plus si ces multinationaux vont contribuer sensiblement à renforcer les capacités du potentiel humain local en rapport avec la dynamique de la libéralisation du commerce qui est une vision de la mondialisation, dont le sens est encore vague à l'entendement des populations des pays en voie de développement, par le fait du déséquilibre criant en termes de participation et de prise de décision sur le marché international.

Voilà tout un tas de problèmes auxquels la République Démocratique du Congo doit faire face, et c'est pourquoi nous avons voulu échanger des idées sur le titre formulé pour ce périodique N° 06/2005, avec quiconque le voudra au pays et ailleurs bien entendu, et nous estimons qu'il est très important que le peuple congolais comprenne les raisons de la résurgence des gesticulations militaristes observées ces derniers mois dans l'Est du pays. Nous pensons que cela est en même temps lié aux besoins de positionnement politique des

locaux et aux enjeux économiques qui justifient les frictions entre des financiers étrangers, dont certains estiment ne pouvoir trouver gain de cause qu'en coopérant avec des groupes et individus prêts à jeter de l'huile sur le feu en voie d'extinction.

2. SIGNES D'AUTRES MENACES MILITAIRES EN RDC

Cherchant à comprendre les causes qui auraient motivé les menaces insurrectionnelles observées en RDC au cours des trois mois qui viennent de s'écouler, nous pouvons citer quelques prises de positions qui ont été officiellement portées à la connaissance du public à savoir :

2.1. Manque de dialogue pour améliorer la gestion de l'Etat et la situation ²

Parlant de l'insécurité, Mgr Monsengwo a enfoncé la pique : « Et ceux qui vivent à Kinshasa, connaissent la situation. Ils savent qu'il y a l'insécurité qui est grandissante. Ceux qui sont à l'intérieur, vous mêmes, vous faites état de ce qui se passe à l'intérieur du pays. C'est une façon d'inviter l'Etat à prendre ses responsabilités pour assurer la sécurité des uns et des autres ». A propos de sa déclaration selon laquelle le pays n'est pas gouverné, Mgr Monsengo n'a pas bronché : « Si vous viviez à Kinshasa, vous n'auriez pas posé cette question ». Pour terminer, le Prêlat s'est expliqué sur le dialogue tant vanté : « C'est pour cela que vous avez proposé qu'il y ait un dialogue ou des pourparlers entre tout le monde pour voir comment on peut améliorer la gestion de l'Etat et comment on peut améliorer la situation ».

2.2. Déclaration de guerre du Général Laurent Nkunda (Conclusion) ³

Il est indéniable que le clan Kabila à travers son gouvernement reste le seul responsable de la déstabilisation du Pays et plus précisément dans sa partie Est, le Kivu notamment. De Banyamulenge du Sud-Kivu aux Rwandophones du Nord-Kivu en passant par les Bashi de Walungu et de Mwenga, les Barega de Shabunda et de Mwenga, les Batembo de Bunyakiri, les Nande de Beni et Butembo et aujourd'hui les Banyabwisha de Ishasha et Nyakakoma, la terreur, la mort et la désolation parcourt les entités et les communautés du Kivu ; Kabila ne laisse nulle part où la main ne passe et repasse.

Ce faisant, le peuple congolais doit reprendre conscience qu'il est le seul maître de son destin pour opérer un choix judicieux en faveur de la paix, la stabilité, la prospérité, le bien être social, bref son épanouissement et s'inscrire ainsi dans le concert des nations modernes, civilisées et en plein développement ; et refuser la désintégration continue de l'Etat conformément au plan Kabila et exécutée par le clan Kabila. Cela devra se faire par des actions concrètes de résistance, de défensive tête haute, convaincu et déterminé pour la victoire effective, pointant à l'horizon l'avenir meilleur.

Je vous rappelle que dans mon communiqué de presse rendu public à Minova le 16 août 2004 (en annexe) à l'issue du massacre de Gatumba, j'ai promis de me mettre en position d'accorder mes actes à ma parole dans les prochains jours. Nous estimons que le moment est pleinement et amplement arrivé de nous y employer, et ce par tous les moyens utiles, pour contraindre ce gouvernement à décrocher et laisser la place à un pouvoir inclusif, non conflictuel capable d'instaurer dans notre République la sécurité, la paix pour tous et lui restituer son prestige et

² <http://www.digitalcongo.net/fullstory.php?id=54696>

³ http://www.deboutcongolais.info/weblogs/briefing/2005/09/texte_integral.html

sa place au sein de la communauté des nations du monde civilisé. La vie des congolais n'a pas de prix, chaque homme tué, chaque femme prise en captivité, violée, vendue aux enchères à la place publique ou chaque bébé brûlé vif ou enterré vivant compte et justifie l'offensive contre le plan Kabila et le démantèlement du clan Kabila. Nous sommes désormais, plus que jamais, déterminés à y mettre fin dans un bref délai.

2.3. Incapacité de Kinshasa à restaurer la paix en Ituri

Depuis juillet de l'année en cours, les dirigeants du Mouvement Révolutionnaire Congolais (MRC) ont annoncé l'intention de combattre le pouvoir de Kinshasa, dans leurs déclarations politiques à partir de l'Ouganda. Le motif de leur intention est, selon les dires de leur porte-parole, l'incapacité du Gouvernement de transition de trouver une solution aux conflits de l'Ituri. Autrement-dit, Kinshasa n'est pas capable de pacifier le district, d'où la nécessité de création des structures ou institutions autonomes afin que le peuple de l'Ituri puisse se prendre en charge, rétablir l'ordre et la sécurité dans une entente mutuelle entre les communautés en conflit « ethniques » et les leaders en dissension.

2.4. Problèmes en rapport avec l'identification et l'enrôlement des électeurs

« Lundi, à Fataki, des miliciens non identifiés ont tué un agent de la Commission électorale, chargé de l'identification des personnes arrivées au centre sans carte d'identité. L'attaque de lundi est la première du genre contre un bureau d'inscription depuis le début du processus d'inscription à Kinshasa, la capitale, le 20 juin. Même si quelque 16 000 miliciens ont désarmé volontairement sous la supervision de la Mission des Nations Unies au Congo (MONUC), les opérations d'inscription des électeurs ont toujours subi des perturbations en raison de l'insécurité qui règne en Ituri. De plus, près de 1 000 miliciens ont refusé de rendre leurs armes et ont attaqué les Casques bleus, l'armée congolaise et les populations civiles. »⁴

2.5. Difficulté d'intégration des militaires rwandophones dans l'armée réunifiée

Des contradictions ont été constatées dans les explications autour du problème de l'absence non justifiée des certaines unités des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) dans la province du Nord-Kivu. Le public avait d'abord appris que ces militaires étaient allés rejoindre le mouvement insurrectionnel du Général Laurent Nkunda.

Un des deux bataillons de l'armée basés dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) qui avaient disparu le 26 août, selon un rapport de l'armée, n'aurait peut-être pas déserté, puisque l'autre bataillon a depuis rejoint la caserne, a annoncé jeudi Adolphe Onusumba, le ministre de la Défense. ...Deux jours auparavant, Adolphe Onusumba annonçait à IRIN que l'armée allait « arrêter les instigateurs de cette désertion », en faisant référence aux 500 à 700 soldats qui composent le 53ème bataillon basé dans le village Burungu, à 45 km au Nord de Goma, la capitale de la province du Nord-Kivu.⁵

Le soir de jeudi 15 et le matin de vendredi 16 septembre 2005, l'émission Dialogue entre Congolais de Radio Okapi a diffusé un débat, des points de vue et un reportage sur le même sujet. Pendant qu'un député qui avait constaté le mouvement massif des militaires dans sa circonscription en direction du Rwanda en avait fait rapport au parlement, le Chef d'Etat-major Général quant à lui ne voulait pas qu'on parle d'une désertion « massive ».

⁴ La Monuc envoie 700 casques bleus à Fataki

⁵ <http://www.irinnews.org/FrenchReport.asp?ReportID=6302>

Curieusement, les propos d'un soldat concerné enregistrés par un reporter de Radio Okapi a fait état du refus des militaires rwandophones d'être envoyés dans des centres de brassage éloignés du Rwanda, parce que les familles de ces militaires résident dans ce pays voisin.

3. REGARD SUR LES QUALITES ETHIQUES ET PROFESSIONNELLES REQUISES POUR UNE BONNE ARMEE

Il nous paraît nécessaire de jeter un regard curieux sur la manière d'être et de faire dans le service militaire, parce qu'en parlant d'une préparation insurrectionnelle, on sous-entend immédiatement qu'il s'agit bien d'une action à mener avec des soldats disciplinés, des troupes entraînées et équipées, des forces nouvelles, restructurées ou réorganisées.

Alors que l'échec du brassage des combattants est enregistré dans plusieurs entités dans l'Est du pays, lesquels combattants issus de divers groupes armés qui étaient « autonomes » avant la signature de différents accords ayant abouti à la formation du Gouvernement de transition, les observateurs peuvent être tentés de croire que de nouvelles menaces militaires résultent de l'indiscipline ou l'insubordination, quelles que soient les autres motifs avancés.

Si tel est le cas et pour que les combattants issus de différentes tendances puissent adhérer, y aurait-il une potion magique administrée aux dits combattants qui, il n'y a environ deux ans seulement, s'indexaient mutuellement selon leurs localisations ou origines tribales ? Nous pouvons en plus nous rappeler que certains groupes armés étaient catégoriquement opposés suivant leurs affinités aux alliés étrangers, et cette opposition était également perçue sous l'aspect idéologique et suivant les réalités géopolitiques liées aux conflits ethniques étrangers transposés en RDC. Bref, nous voudrions dire qu'il est incompréhensible que des tendances qui ne sont pas en mesure de cohabiter dans le cadre du brassage organisé par le gouvernement les soient pour organiser une entreprise belliqueuse de manière conjointe et durable.

Pour notre part et en dépit de la pertinence des conditions requises pour la réussite d'un mouvement insurrectionnel telles que établies par les spécialistes en Guerre Non Conventionnelle (au point 4), nous osons croire que la question du professionnalisme et la composante éthique dans les rangs même des troupes à engager est à prendre en compte. Pour ce, nous évoquerons la discipline militaire au sein des unités, l'organisation des forces, l'unité de commandement et la coordination des opérations.

3.1. Discipline militaire

Il est dit que la promotion d'un soldat dépend essentiellement de sa discipline. De même, le succès d'une troupe est tributaire du potentiel éthique de ses hommes. Et l'éthique, en milieu militaire, est régulé par le Règlement Militaire dont la discipline est le chapitre clé. Au delà de ces dispositions disciplinaires propre à l'armée, l'éducation de base et le patrimoine civique de chaque individu constitue une force ou une faiblesse au sein de l'unité.

3.2. Organisation des forces

La force d'une armée repose sur son ventre, dit-on. Ceci fait automatiquement allusion à une logistique adaptée aux objectifs fixés et à l'envergure des opérations à mener.

La logistique militaire est par ailleurs fonction des effectifs à réunir et à déployer, et tout cela suppose sans doute une administration expérimentée et des services spécialisés rodés à la fois dans le domaines d'intelligence et celui d'études stratégiques. Ce n'est qu'en mettant tous ces éléments au point qu'on peut attribuer le qualificatif « Armée Organique » à un regroupement militaire.

3.3. Unité de commandement

Tout regroupement militaire qui se veut le renon d'une armée doit se comporter comme un organisme (un corps) qui, même agissant suite à des stimulus ou provocations extérieures, reconnaît recevoir la commande d'un cerveau d'où convergent, dans l'ordre et le respect, tous les influx ou toutes les communications avec l'échelon supérieur et vice versa.

3.4. Coordination des opérations

La convergence des influx vers le commandement central ne passe pas outre l'interdépendance et l'inter complémentarité entre les terminaux névralgiques, qui sont les unités opérationnelles, ayant d'autres instances de coopération horizontale (entre elles), protection mutuelle, partage des ressources et distribution des taches suivant les orientations de la haute hiérarchie.

Cette coordination doit faire preuve de sa capacité d'amener les troupes à se réorganiser et à renforcer leurs positions de manière durable dans les milieux conquis. On ne doit pas non plus oublier la réorganisation ou la supervision temporaire de l'administration civile qui doit nécessairement être une préoccupation après la conquête.

4. REGARD SUR LES CONDITIONS DE REUSSITE POUR TOUT MOUVEMENT INSURRECTIONNEL

Des experts en sciences sociales et militaires ainsi que des spécialistes en guerre non conventionnelle (GNC) avaient déjà établi des conditions requises pour qu'un mouvement insurrectionnelle puissent avoir un lendemain escompté au profit du peuple à l'échelle nationale. Généralement, tel que conclu par des chercheurs et experts dans le domaine, ces conditions sont inter complémentaires et irréfutables entre elles. De par ces expériences, on pourra se demander si les planificateurs ou instigateurs des mouvements insurrectionnels connus jusque là en RDC ont toujours eu à faire référence à ces conditions avant de se décider de lancer leurs opérations. S'ils en sont bien conscients, ils ont vraisemblablement des objectifs très limités dans le temps et dans l'espace, des perspectives sur lesquels le peuple congolais ne pourra malheureusement pas compter pour un avenir meilleur et la sécurité sociale de ses descendances.

4.1. Le mouvement doit défendre une cause juste

Les causes justes sont celles qui défendent l'intérêt de la population sans discrimination (1). Elles doivent être conformes aux lois internationales (2). Ces causes ne doivent pas favoriser l'occupation étrangère (3) sous la couverture d'un soi-disant mouvement national, même si ce dernier devrait faire recourt aux renforts militaires accordés par des alliés étrangers. (idée pour la formulation de la première hypothèse)

4.2. La dynamique doit prouver une adhésion populaire en son sein

Les revendications formulées à l'attention de l'opinion publique, tant nationale qu'internationale, doivent refléter les aspirations du peuple (4). De manière optimale, ces revendications doivent émaner de la base (5) et être relayées par une élite politique ayant le potentiel de les paraphraser, les échelonner et les adapter au contexte (6) socio-économique, politique et culturel d'une période particulière. Aussi, est-il tout à fait normale que le peuple puissent s'engager de manière effective par ses contributions en nature (7) ainsi que sa participation physique (8) dans les activités du mouvement. (matière pour la confection de la deuxième hypothèse)

4.3. L'initiative doit avoir des partenaires crédibles et être soutenue de l'extérieur

L'initiative de mener une guerre non conventionnelle nécessite une(des) base(s) arrière(s) à l'extérieur du pays (9). Elle a également besoin du soutien diplomatique (10), financier et technique (11) des partenaires extérieurs. Sur le plan diplomatique, le projet de société élaboré par le mouvement doit être défendu de manière à attirer l'attention et la sympathie des puissances étrangères (12) en vue de son adoption et d'appui conséquent pour la prise du pouvoir ou le contrôle territorial. Ce soutien diplomatique est un atout essentiel sur lequel reposent les stratégies de couverture médiatique à l'échelle internationale (13). Il faudra toujours avoir à l'esprit que les médias contribuent efficacement à faire ou à défaire les pouvoirs. Par ailleurs, les projets de société des mouvements insurrectionnels sont souvent sujets à des interprétations croisées qui peuvent paraître contradictoires, surtout lorsqu'il s'agit d'un concert des partenaires, chacun voulant préserver ses propres intérêts. C'est à partir de ce danger que, dans bien des cas, les alliés ou partenaires évoluent avec des « agendas cachés » aux côtés des cahiers de charge proposés et adoptés de manière transparente (14). Par ce fait, l'esprit du texte unissant des partenaires autour d'une initiative insurrectionnelle doit être sincère et réaliste (15), et sa forme doit paraître de manière à concourir à une compréhension claire et concise pour tous les partenaires (16). (inspiration en perspective de la troisième hypothèse)

5. MOBILISATION POUR LE PROCESSUS D'ENROLEMENT DES ELECTEURS

5.1. Enrôlement des électeurs dans la ville de Kinshasa

La Commission Electorale Indépendante (CEI) a lancée l'opération d'enrôlement des électeurs en RDC par la ville de Kinshasa le 20 juin 2005. Présidée par l'Abbé Apollinaire Malu Malu, la CEI comprend en son sein des membres venus des différentes composantes du dialogue inter - Congolais. Tous les regards sont fixés sur le rendez-vous des élections qui doivent se tenir à la fin de la transition, prévue pour le 30 juin 2005, et qui vient d'être prolongée pour une durée de six moi renouvelable une seule foi selon la constitution de la transition issue du dialogue inter - Congolais. Des élections libres et transparentes, les premières après celles organisées en 1960 avant l'accession du pays à l'indépendance. Le peuple pourra finalement choisir ses propres dirigeants, à qui il confiera le mandat et qui auront des comptes à lui rendre sur la gestion de la chose publique. Des grands défis sont devant nous. Entre autres: l'approbation concernant la nationalité, l'amnistie, le recensement, l'élection, l'armée. Ici, nous voulons rappeler l'importance du recensement dans le processus qui prépare la convocation des citoyens aux urnes.⁶ (RECIC Kinshasa)

⁶ <http://www.societecivile.cd/node.php?id=2384>

5.2. Engouement de la population dans les provinces

Le dimanche 21 août 2005, dès l'aube du premier jour des opérations d'identification et d'enrôlement des électeurs, les citoyens de Bukavu témoignaient de l'importance qu'ils accordaient à l'événement... Pressés et enthousiastes d'accomplir leur premier acte civique concret dans le cadre du processus électoral, à 6 heures du matin, ils étaient déjà des dizaines à faire la file devant les premiers centres d'inscription qui devaient ouvrir leurs portes à partir de 8h30 dans différentes communes du chef lieu de la province du Sud-Kivu. Tous ne seront pas servis ce premier jour, et nombreux sont ceux qui, le lendemain devront refaire la file... Et pour cause: sur quelques 669 centres d'inscription prévus pour toute la province, - et sur les 74 pour la seule ville de Bukavu - seuls 16 ont pu, dimanche, accueillir les premiers Bukaviens venus chercher ce précieux document qu'est la carte d'électeur... Certes, en ce jour de lancement des opérations tant attendues d'identification et d'enrôlement au Sud-Kivu, la grande majorité des Sud Kivutiens a dû se contenter, frustrée, de suivre le lancement des opérations d'identification et d'enrôlement sur les ondes de la radio.⁷
(Van Den Wildenberg/Monuc)

Pour la CEI, l'Ituri servira de région test pour la sécurité des opérations d'enrôlement et d'identification des électeurs pour toutes les régions à problèmes. Ces opérations ont débuté, depuis lundi (25 juillet) dans les agglomérations urbaines de Kisangani et de Bunia, dans la province orientale, apparemment à la grande satisfaction de l'abbé Appolinaire Malu Malu, président de la CEI.⁸ (Juakali Kambale)

5.3. Mobilisation des Congolais vivant à l'étranger

Il sied de rappeler que depuis un temps, des Congolais vivant à l'étranger manifestent la volonté de regagner leur pays pour participer au processus électoral en cours. Après ceux venus de la Tanzanie, c'est le tour des Congolais réfugiés en Ouganda. Pour certains observateurs, ce retour au bercail est une bonne chose, mais il ne faut pas qu'il soit une occasion offerte aux étrangers pour rentrer en RDC et se faire enrôler au même titre que les natifs du pays.⁹ (Albert Tshiambi)

Dans la perspective du démarrage des opérations d'identification et d'enrôlement des électeurs congolais au Sud-Kivu, la Société Civile Sous-Coordination du Territoire d'Uvira a organisé le 03 août 2005 de 10 heures 44' à 13 heures 24' dans la salle de la paroisse catholique « sainte vierge aux larmes » de Mulongwe, une journée de réflexion et d'échange sur la problématique de retour en RD Congo, en mettant un accent particulier sur ceux qui sont ressortissants des territoires d'Uvira et de Fizi et vivant au Burundi, au Rwanda et en Tanzanie...

La Société Civile Sous-Coordination d'Uvira. Celle-ci par le biais de son Président Monsieur Jean Ferdinand BITAHWA KASIGWA, a présenté le contexte condensé des territoires d'Uvira et Fizi en soulignant que l'un des facteurs majeurs qui bloquait le retour organisé des réfugiés congolais s'est sensiblement amélioré dans les différents villages d'accueil des retournés. Il s'agit de la Sécurité. Il a même précisé que par rapport à la vie que mènent nos frères et sœurs dans les différents camps des réfugiés en Tanzanie, les conditions de vie sont

⁷ <http://www.reliefweb.int/rw/RWB.NSF/db900SID/EVOD-6FMHH5?OpenDocument>

⁸ <http://www.ipsnews.net/fr/print.asp?idnews=2730>

⁹ <http://fr.allafrica.com/stories/200509050005.html>

devenues très déplorables. La ration alimentaire insuffisante (200grs de grains de maïs pour deux semaines par ménages) et les soins de santé ne sont pas appropriés.

Bref, la dignité humaine des réfugiés congolais dans les différents camps est bafouée. D'où, la nécessité d'examiner rapidement leur retour au bercail comme ils en manifestent le désir.¹⁰

6. CONCLUSION

Il est devenu de plus en plus évident que des dissensions internes ont de temps en temps constitué un alibi pour le lancement d'émeutes articulées de l'extérieur, tout en brandissant des revendications politiques formulées par des nationaux (ou soufflées par des outsiders) comme étant le « cheval de bataille » des mouvements insurrectionnels activés de l'étranger. En même temps que les mains noires étrangères visant à raviver les tensions sont en œuvre, il se poursuit des dynamiques ou initiatives parallèles pour lesquelles des institutions représentant officiellement les puissances extérieures (de même origine que / ou proche des mains noires) ont répondu présents. En concert, ces composantes de la communauté internationale déclarent vouloir trouver une solution durable aux problèmes politiques de la RDC par la voix privilégiée des urnes.

Malheureusement, les visées d'une certaine lutte pour la reconquête de l'Afrique, par l'entremise des pays ou pouvoirs acquis à assurer la courroie de transmission des mesures et contraintes des « poids-lourds » planétaires, contre ou au détriment des pays africains « potentiellement riches » sur lesquelles chaque puissance voudrait à tout prix avoir une main mise, ne sont pas rationnellement élucidées au cœur des populations concernées. Tout se chuchote dans les arènes politiques et diplomatiques avec une certaine « élite nationale », et pour ce qui concerne la RDC, les meneurs d'opinion sont toujours dans l'embarra ou l'errance quant à leur prise de position. Cette élite semble ne pas savoir s'il faut s'aligner avec le peuple en le mobilisant et en faisant front commun face au problème, ou s'il faut mordre sur les appas des porteurs de chèques et bafouer le bien commun. Une bonne partie de ladite élite sait bien que les objectifs de la « lutte pour la main mise sur la RDC » sont plus compatibles avec le morcellement du pays, le fédéralisme en terme diplomatiquement correct, et ceci semble être compatible avec l'émergente mésaventure de faire loucher au pays ses échéances électorales en route.

Certes, le peuple congolais a tant souffert et sa patience serait arrivée au bout. En faisant une rétrospective sur les circonstances dans lesquelles le Gouvernement de transition a été formé et en jetant un regard curieux sur sa composition, certains citoyens, et plus particulièrement les acteurs politiques absents du gouvernement, n'ont pas non plus la certitude que le gouvernement en place soit de bonne volonté pour faire aboutir les échéances électorales telles qu'attendues et dans le délais imparti, y compris même les périodes de prolongation. Bien qu'il soit politiquement recommandé que les acteurs politiques et leurs partenaires extérieurs puissent considérer les élections libres, transparentes et démocratiques comme étant une compétition loyale, tous n'ont malheureusement pas le profile ou la probité morale susceptible de leur permettre de les soutenir. En RDC, la barre est tout simplement plus haute pour les uns et le « fair play » n'a jamais été un acquis culturel pour les autres.

Les réalités économiques de la République Démocratique du Congo et les intérêts étrangers constituent donc des données essentielles vers le progrès ou son contraire dans le pays, en chevauchement avec les réalités culturelles, qui sont en fait le fruit de la tradition en collusion

¹⁰ <http://www.umoya.org/vernoticia.php?id=1384>

avec d'autres civilisations. Il est donc utile de circonscrire les démarches de la démocratisation aux côtés des réalités socioculturelles dans un cadre analytique évolutive, au regard des événements vécus de manière chronologique. Les élections en RDC ne seront pas une fin en tant que telle, mais elles seront une étape importante vers une démocratie qui se veut réaliste et l'instauration d'un état de droit. Mais tout sera taillé à la mesure de l'importance et « l'image » du pays dans le concert des nations ainsi que le niveau de maturité politique de son peuple.

7. ILLUSTRATIONS EN VUE DE CONSEIL

7.1. Questions en rapport avec les qualités éthiques et professionnelles à évaluer

- Les combattants à déployer sur terrain, et leurs alliés, pour déclencher une nouvelle guerre en RDC, sont-ils vraiment disciplinés ?
- L'organisation de leurs troupes est-elle solide du point de vue administration, logistique, renseignements militaires, capacités opérationnelles tactiques et autres ?
- Est-il certain que les ordres du haut commandement opérationnel de futurs insurgés seront suivis, relayés fidèlement dans les unités et respectés dans les sous-unités censées faire corps dans un ensemble homogène ?
- Y a-t-il de l'assurance que les groupes qui composeraient les troupes de la nouvelle rébellion vont coopérer, partager les ressources et les tâches, se protéger mutuellement et suivre les orientations communes à travers la hiérarchie ?

Conseil

- Les politiciens congolais s'estimant absents ou écartés de la scène politique ne devraient pas compter sur des troupes, tout simplement parce que stimulés par des effectifs ou grandeurs numériques de ces dernières et leur disponibilité déclarée, tant que ces politiciens ne soient en mesure d'évaluer, de manière conséquente, les qualités éthiques et professionnelles requises des hommes qu'on leur propose. Ceci est une grosse erreur un faux pas au départ.

7.2. Questions ultimes

- A qui profiterait vraiment le lancement d'autres affrontements armés, qui devront apparemment être menées conjointement avec des forces étrangères ou des mercenaires, en cette période particulière ?
- Est-ce que l'intégrité territoriale de la RDC ne sera pas une fois de plus violée, et la population et ses biens insécurisés ?
- Quelles seraient les dividendes pour le peuple congolais qui espérait déjà sortir petit à petit de la situation de victime, afin qu'il puisse agir en tant qu'un peuple digne qui aspire à la paix et l'autodétermination, à l'instar d'autres peuples jouissant de leurs droits civils, politiques et économiques ?

Conseil

- Les acteurs militaristes engagés dans les préparatifs insurrectionnels et leurs partenaires extérieurs sont appelés à être réalistes au regard de ce qui est la vraie mission de l'armée, se souvenant que la RDC est un pays indépendant et son peuple est souverain. Aucune personne prétendant agir au nom du peuple ne peut par la suite échapper à lui rendre compte. Même les intervenants extérieurs sont redevables car la RDC fait partie intégrante du concert des nations sous la houlette de l'Organisation des Nations Unies (ONU). C'est ainsi qu'il est utile de nous rappeler que ce pays a la latitude d'user de son droit de poursuite judiciaire, même au delà de ses frontières, contre tout mouvement ou individu qui s'engagerait à commettre des crimes de guerre, crimes contre l'humanité et atteintes à l'intégrité territoriale.

7.3. Tableau de participation de la base, partant de la Position de Victime (PV) à celle d'Acteur (PA)

A l'attention des animateurs et encadreurs sociaux

Nous voudrions suggérer aux animateurs et encadreurs sociaux de faire usage du tableau d'illustration dont le modèle est repris ci bas, en vue d'exercer la population (ou leurs groupes) à faire de temps en temps une lecture croisée entre sa participation aux activités communautaires pendant la période de trouble déjà vécue (ou l'époque insurrectionnelle déterminée) et sa participation aux actions expérimentées au cours de la période de transition (ou après l'enclenchement du cessez-le-feu).

Nous devrions noter que le tableau ci dessous est issu d'une inspiration pour des besoins didactiques au cours de nos recherches en vue d'appuyer nos théories avec des outils d'analyse. Ces outils, que nous inventons ou adaptons dans tous les périodiques que nous publions, serviront également suivant nos prévisions d'activités de formation dans le domaine de prévention et transformation de conflit.

Le tableau que nous vous présentons pour l'instant n'a été tracé qu'en guise d'exemple, parce que les gens, connaissant eux-mêmes le niveau et la qualité avec lesquels ils ont pris part aux activités diverses pour l'intérêt communautaire, sont mieux placés pour les dénombrer et les classer suivant qu'ils ont pu agir en tant que des victimes ou en qualité d'acteurs.

Toutefois, l'exercice peut paraître difficile à faire, mais il vaut la peine de l'essayer et de le refaire afin qu'une ligne de démarcation soit clairement faite entre les deux positions pour une meilleure compréhension.

Tableau PV-PA	Position de Victime (quelques exemples / illustrations sur la participation pendant la période insurrectionnelle ou de crise)	Position d'Acteur (quelques exemples / illustrations sur la participation au cours de la période transitoire ou après le cessez-le-feu)
1	<p style="text-align: center;"><u>Susciter la compassion</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Lancer des cris d'alarme liés aux exactions - Envoyer des messages SOS consécutifs à des situations de détresse ou de vulnérabilité, etc. 	<p style="text-align: center;"><u>Présenter des revendications</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Réclamer le respect des principes universels tels que les Libertés fondamentales, l'Egalité des être humains... - Faire reconnaître les Droits civils et politiques, les Droits économique, etc.

Tableau PV-PA	Position de Victime (quelques exemples / illustrations sur la participation pendant la période insurrectionnelle ou de crise)	Position d'Acteur (quelques exemples / illustrations sur la participation au cours de la période transitoire ou après le cessez-le-feu)
2	<p style="text-align: center;"><u>Prévenir le pire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Contribuer à imaginer des voies et moyens d'évacuation vers des lieux d'asile ou de refuge lors de catastrophes humaines ou naturelles - S'entraider mutuellement sur le chemin d'exode et en milieu d'asile ou de refuge, etc. 	<p style="text-align: center;"><u>Songer à la reconstruction du pays</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre l'initiative, encourager les personnes déplacées ou réfugiées de prendre le chemin de retour dès que la situation est déclarée vivable au bercaïl - Prendre part au processus de reconstruction physique et psychosociale au pays, etc.

Tableau PV-PA	Position de Victime (quelques exemples / illustrations sur la participation pendant la période insurrectionnelle ou de crise)	Position d'Acteur (quelques exemples / illustrations sur la participation au cours de la période transitoire ou après le cessez-le-feu)
3	<p style="text-align: center;"><u>Bénéficiaire de la faveur</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Recevoir de l'aide humanitaire d'urgence, la distribuer ou la partager et la consommer - Accueillir des initiatives ponctuelles ou temporaires prises par des donateurs ou leurs intermédiaires pour le bien des nécessiteux, etc. 	<p style="text-align: center;"><u>Négociateur des préalables</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Proposer des procédures pour la désignation des gestionnaires des affaires publiques - Arrêter des critères d'éligibilité des représentants du peuple, etc.

Tableau PV-PA	Position de Victime (quelques exemples / illustrations sur la participation pendant la période insurrectionnelle ou de crise)	Position d'Acteur (quelques exemples / illustrations sur la participation au cours de la période transitoire ou après le cessez-le-feu)
4	<p style="text-align: center;"><u>Assumer les décisions</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Souscrire à la révision de crise ou à de nouvelles affectations des espaces et personnels dans des entités administratives jadis officiellement établies - Exécuter des mesures unilatéralement prises par des chefs militaires jouissant d'un pouvoir prédominant sur les autorités civiles, etc. 	<p style="text-align: center;"><u>Participer aux prises de décision</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Imaginer des voies et moyens ou apporter une contribution pour la prise en charge des problèmes d'ordre publique - Influencer le pouvoir public, de manière directe ou indirecte, à adapter ses stratégies au profit du bien commun, etc.

© Ddamuta 2005

Le bien-fondé des exemples présentés dans le tableau

- En rapport avec ce que nous avons annoncé concernant le tableau ci dessus, nous voudrions préciser que ce dernier comporte des illustrations non exhaustives.
- Notre souci est de faire comprendre qu'une population, qui a longtemps été maintenue dans une situation de frustration et de psychose post-traumatique, se trouve dans un état de

« victimisation » qui se traduit par une dépendance quasi totale de l'aide (extérieure pour la plupart des cas), voire une soumission aux décisions extérieures.

- En demeurant dans cette situation, il se développe des sentiments de frustration et d'humiliation au sein des communautés, et ces sentiments deviennent à leur tour une cellule germinale d'une future chaîne d'actes de violence sous toutes ses formes, y compris la forme structurelle.

Conseil

- Nous estimons qu'il est plus rationnel de soutenir les initiatives qui contribuent à faire bouger la population congolaise de la position de victime à celle d'acteur, surtout au cours des périodes pendant lesquelles cette population a commencé à expérimenter ou à recouvrer ses potentiels pour se prendre en charge et participer à la dynamique de la vie publique enclenchée par les institutions de transition.
- Les activités non-violentes faisant recours au peuple en vue de restaurer la légitimité du pouvoir public, même au niveau d'échéances préliminaires vers l'organisation des élections, sont des atouts indispensables qui réarment le moral de la population vers un comportement plus responsable, c'est à dire celui d'acteur. Et ce comportement prédispose les individus, les familles, les structures locales, les communautés et les institutions à appuyer le processus. Ces activités sont donc à soutenir.
- Que les animateurs et encadreurs sociaux s'attellent, avec tact, à soutenir le processus électoral, en amenant plutôt les jeunes dans la logique de « la non-violence active » car il y a déjà des craintes et des risques que certains d'entre eux soient tentés de faire corps avec des mouvements susceptibles de semer la terreur dans les provinces de l'Est !
- Cependant, nul n'ignore que les préoccupations politiciennes, le montage d'associations en quête de financement, la religiosité et l'adhésion à des groupes armés sont devenus des considérables alternatives en vue de se passer des effets accrus du chômage au sein de la société congolaise, en lieu et place des structures d'encadrement et entrepreneuriales privées ou étatiques qui seraient instituées pour orienter les jeunes et offrir de l'emploi.
- Tout étant donc processus, il vaut mieux tard que jamais ! Pour ce, nous conseillerions aux animateurs et encadreurs sociaux d'agir de manière à susciter un peu plus de patience au sein de la population dans leurs collectivités. Des agissements démagogiques de la part du Gouvernement de transition, s'il y en a, ne pourront pas faire long feu car la population n'aura qu'à l'attendre au tournant devant le calendrier électoral et prendre l'opinion internationale à témoins avec des faits historiques réels et palpables. Avec toutes les prolongations légales prévues, le dernier coup de sifflet ne pourra retentir que le 30 juin 2006 et pas au delà de cette date.

7.4. Tableau de Référence pour la Probabilité de Réussite d'une quelconque Insurrection en gestation (RPRI)

A transmettre aux futurs insurgés et leurs partenaires

Les conditions de réussite d'une initiative d'insurrection, tels que expliquées aux points 4.1, 4.2 et 4.3 nous donne d'office une liste d'indicateurs qui serviraient de « lampes témoins » aux futurs insurgés, à leurs partenaires occidentaux et régionaux ainsi qu'au pouvoir de Kinshasa.

Les éléments soulignés à travers les paragraphes des points 4.1, 4.2 et 4.3 peuvent donc être classés en série dans un tableau, dont les valeurs seront notées 1 ou 0 selon que la réponse de l'analyste, appartenant à l'un des mouvements insurrectionnels en gestation, apprécie le niveau de préparation de son groupe vu de l'extérieur et de l'intérieur.

Tableau RPRI	Indicateurs	Oui (note 1)	Non (note 0)
I.	<u>Le mouvement défend une cause juste</u>		
	- L'intérêt de la population sans discrimination, un principe	.....	.....
	- Les revendications sont conformes aux lois internationales	.....	.....
	- L'insurrection ne va pas favoriser l'occupation étrangère .....	.....	.....
	(Eléments clés de l'hypothèse I : maximum 3 points)		

Tableau RPRI	Indicateurs	Oui (note 1)	Non (note 0)
II.	<u>La dynamique prouve une adhésion populaire en son sein</u>		
	- Les revendications reflètent les aspirations du peuple.....	.....	.....
	- Les revendications émanent de la base .....	.....	.....
	- L'élite politique est capable de paraphraser les revendications, les échelonner et les adapter au contexte du moment .....	.....	.....
	- Le peuple va s'engager de manière effective par sa contribution en nature .....	.....	.....

	- Le peuple va s'engager de manière affective par sa participation physique .....	.....	.....
	(Eléments clés de l'hypothèse 2 : maximum 5 points)		

Tableau RPRI	Indicateurs	Oui (note 1)	Non (note 0)
III.	<u>L'initiative a des partenaires crédibles et elle est soutenue de l'extérieur</u>		
	- Une (des) base(s) arrière est (sont) à la disposition du mouvement à l'extérieur du pays.....	.....	.....
	- Il y a de l'assurance pour un soutien diplomatique par des partenaires extérieurs .....	.....	.....
	- Il y a de l'assurance pour un soutien financier et technique par des partenaires extérieurs .....	.....	.....
	- Le mouvement a réussi à attirer l'attention et la sympathie des puissances étrangères .....	.....	.....
	- On est sûr de pouvoir bénéficier de la couverture médiatique à l'échelle internationale .....	.....	.....
	- Le cahier de charge de chaque allié et partenaire a été proposé et adopté de manière transparente .....	.....	.....
	- L'esprit du texte unissant tous les acteurs autour de l'initiative insurrectionnelle est sincère et réaliste .....	.....	.....
	- La forme du texte paraît de manière à concourir à une compréhension claire et concise pour tous les acteurs .....	.....	.....

© Ddamuta 2005

La technique de cotation pour la probabilité de réussite

- Tous les trois groupes d'indicateurs sont indispensables.
- Chaque indicateur compte 1 point pour le « Oui » et 0 pour le « Non. »
- Un mouvement insurrectionnel d'envergure nationale, pour prétendre être au point ou essayer de lancer ses opérations, doit recueillir plus de la moyenne pour chaque groupe d'indicateurs.

- Il est par conséquent impératif d'obtenir au moins 2 points pour le groupe I, 3 points pour le groupe II et 5 points pour le groupe III.
- La note minimale est donc de 10 point sur 16 dont les futurs insurgés doivent être rassurés de réaliser avant d'espérer une quelconque réussite dans leur aventure, soit 62 %.

Conseil

A l'opinion nationale et internationale

- Même s'il a été dit, dans diverses circonstances, que la guerre (ou les conflits armés) était un mal nécessaire pour la RDC et son peuple, les initiatives insurrectionnelles ne peuvent en aucun cas être considérées comme un schéma ultime en vue de se frayer un passage pour briguer des mandats politiques. Les atrocités des conflits armés ne doivent donc pas s'instituer en châtement éternel pour les Congolais. Trop c'est trop !
- Que ceux qui préparent ou soutiennent des initiatives insurrectionnelles à relancer en RDC, particulièrement dans les provinces de l'Est, se rendent en même temps compte de l'amertume et la colère cumulées aux fils des années de souffrance, et qu'il sache qu'il y a bel et bien une lueur d'espoir qui justifie la mobilisation massive et inconditionnelle observée sur toute l'étendue du territoire congolais autour de l'enrôlement des électeurs !
- Le boycott du processus électoral, qui ne serait rien d'autre qu'une tentative de réexpédier la population dans une position de victime, peut plonger le pays dans une situation explosive difficile à contrôler, et dont les conséquences seraient incommensurables à la fois pour les populations de la région, les instigateurs et les exécutants. Il est donc dangereux de faire corps dans cette entreprise qui paraît être de « mauvaise compagnie » en cette période particulière.
- Nous pensons que cet exercice du tableau PRPI s'adresse également au Gouvernement de transition, pour qu'il essaie de tabler sur les éléments saillants qui puissent constituer les points forts de ses adversaires potentiels ou les futurs insurgés. Ces éléments lui permettraient d'adapter sa politique aux réalités de terrain.
- Il est aussi préférable que le gouvernement privilégie les méthodes diplomatiques de rapprochement pour dissiper les grognes au sein des groupes qui ont la perception d'être moins représentés au sein des institutions de transition ou le sentiment d'être écartés de la gestion des affaires publiques. Dans le même ordre d'idée, le gouvernement de transition pourra apaiser les menaces d'insurrection afin d'épargner la population de nouvelles séries d'atrocités.
- Enfin, toute mérite de lutte pour le pouvoir ne peut revenir qu'au peuple, sans lequel les efforts fournis, l'énergie dépensée et le temps écoulé n'auront qu'un résultat éphémère ou négatif en rapport avec l'intérêt supérieur de la nation. Nous ne pouvons qu'encourager les uns et les autres à s'impliquer davantage pour aider le peuple congolais à aller tout droit vers les élections.

BIBLIOGRAPHIE

- Albert Tshiambi: “Des réfugiés congolais d'Ouganda regagnent la RDC”
Le Potentiel (Kinshasa), 3 septembre 2005
<http://fr.allafrica.com/stories/200509050005.html>
- Juakali Kambale: “L'enrôlement électoral prendra-t-il dans le district terrible de l'Ituri ?”
Inter Press Service News Agency, 17 September 2005
<http://www.ipsnews.net/fr/print.asp?idnews=2730>
- IRIN OCHA: “La MONUC dépêche 700 casques bleus à Fataki”
Bulletin d'Information
Sélection quotidienne du 27 août 2005
- IRIN OCHA: “Les militaires des FARDC retrouvés”
Bulletin hebdomadaire 293 du 27 août au 2 septembre 2005
<http://www.irinnews.org/FrenchReport.asp?ReportID=6302>
- Laurent Nkunda : “L'autopsie du plan Kabila”
Déclaration de Kikuku, 25 août 2005
http://www.deboutcongolais.info/weblogs/briefing/2005/09/texte_integral.html
- Mgr Laurent Monsengo: “Pourquoi avoir peur ?”
Conférence épiscopale du Congo (Cenco), 26 juin 2005
<http://www.digitalcongo.net/fullstory.php?id=54696>
- RECIC Kinshasa: “L'enrôlement des électeurs en RDC”
Société Civile, 10/07/2005
<http://www.societecivile.cd/node.php?id=2384>
- SOCIVIL UVIRA: “Le retour des réfugiés Congolais de la Tanzanie, Rwanda-Burundi”
Rapport de la réunion de sous - coordination, 09/08/2005
<http://www.umoya.org/vernoticia.php?id=1384>
- Sylvie Van Den Wildenberg: “Sud-Kivu - identification et enrôlement des électeurs”
MONUC, 26 Aug 2005
<http://www.reliefweb.int/rw/RWB.NSF/db900SID/EVOD-6FMHH5?OpenDocument>